



CLIMAT

# Pourquoi est-il si difficile de sortir des énergies fossiles ?

Christophe Brognaux, expert énergétique au Boston Consulting Group, voit trois freins principaux.

ENTRETIEN

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

**H**istorique. L'adjectif n'a pas manqué d'être abondamment utilisé pour qualifier la déclaration finale de la COP28. Pour la première fois, elle a désigné clairement le principal coupable du réchauffement climatique et appelé à « une transition hors des énergies fossiles ». Qu'il ait fallu 28 COP pour en arriver là en dit long sur notre dépendance aux énergies fossiles. Pourquoi est-il si difficile d'envisager un monde sans elles ? Nous avons posé la question à Christophe Brognaux, associé senior au Boston Consulting Group et spécialiste des questions énergétiques.

**Quelles sont les raisons expliquant qu'il est si compliqué de tirer un trait sur les énergies fossiles ?**

J'en vois trois principalement. La première, c'est qu'il y a une partie des usages pour lesquels nous n'avons pas d'alternatives matures soit techniquement, soit économiquement. C'est surtout le cas dans l'industrie mais aussi dans le transport « lourd ». L'aérien par exemple. On n'a pas de solutions déployables à court terme dont les coûts ne sont pas exorbitants par rapport à ce qui existe aujourd'hui. Mais ce n'est pas le problème principal car nous avons des alternatives pour plus de trois quarts des usages : véhicules légers, chauffage des bâtiments...

**Qu'en est-il alors ?**

Là où le bât blesse, c'est qu'une grande partie des gens n'ont pas les moyens de s'offrir ces alternatives. Déjà en Belgique, beaucoup ne peuvent pas financer l'installation d'une pompe à chaleur ou de panneaux solaires alors qu'ils seraient gagnants à terme. Et nous vivons dans un pays riche ! Imaginez ce que cela donne dans les pays pauvres. En Afrique, on utilise des groupes électrogènes pour produire de l'électricité. Cela coûte une fortune à faire tourner et ça émet du CO<sub>2</sub>. Il suffirait de les remplacer par des panneaux solaires et des batteries. Ce serait très vite amorti. Mais ces communautés n'ont pas les moyens d'investir. Il faut se rendre compte qu'en tournant le dos aux énergies fossiles, on passe d'une économie basée sur des coûts de fonctionnement – on paie l'énergie quand on l'utilise – à une économie d'investissement. Lorsque vous avez acheté vos panneaux solaires, vous n'avez pratiquement plus rien à payer ensuite.

**Quel est le troisième problème ?**

Si on décide maintenant d'arrêter l'exploration pétrolière et tous les nouveaux projets d'extraction, la quantité de pétrole disponible sur le marché va diminuer plus rapidement que la consommation. On va donc voir les prix s'envoler. Socialement parlant, si on n'a pas déployé d'alternatives, ça ne peut pas fonctionner. Ce sera la révolution. Toute la question, c'est de savoir à quelle vitesse on déploie les alternatives.

**La difficulté pour mettre en place ces alternatives ne réside-t-elle pas dans le prix des énergies fossiles ? Elles sont bon marché mais ce prix n'inclut pas toutes les externalités négatives comme le CO<sub>2</sub> ?**

Oui. Aujourd'hui, on ne paie pas pour polluer. Certains disent : « C'est simple : fixons un coût au CO<sub>2</sub> qui reflète ces externalités ». Mais le prix qu'il faudrait atteindre pour obtenir une décarbonation de nos économies est extrêmement élevé. L'appliquer à court terme serait impossible pour les raisons sociales évoquées ci-dessus. Ce qu'il faudrait faire à mon sens, c'est appliquer un coût CO<sub>2</sub> à tout le monde – entreprises comme par-

ticuliers – et faire en sorte que l'augmentation de ce coût soit graduelle pour être acceptable. Des investissements – et il en faudra beaucoup – seront alors réalisés pour développer des alternatives.

**Le rôle du politique est dès lors déterminant...**

Oui. Il faut envoyer des signaux politiques suffisamment forts aux investisseurs et surtout des signaux qui ne seront pas remis en cause plus tard. Le problème aujourd'hui, c'est la confiance. Les investisseurs veulent avoir la certitude que ce qui a été annoncé sera bien réalisé mais en fonction des résultats des élections, des changements de majorité..., on assiste à des retours en arrière.

**Certains pays comme la Colombie affirment être prêts à arrêter la production de pétrole mais à condition d'obtenir une compensation pour le manque à gagner. A raison ?**

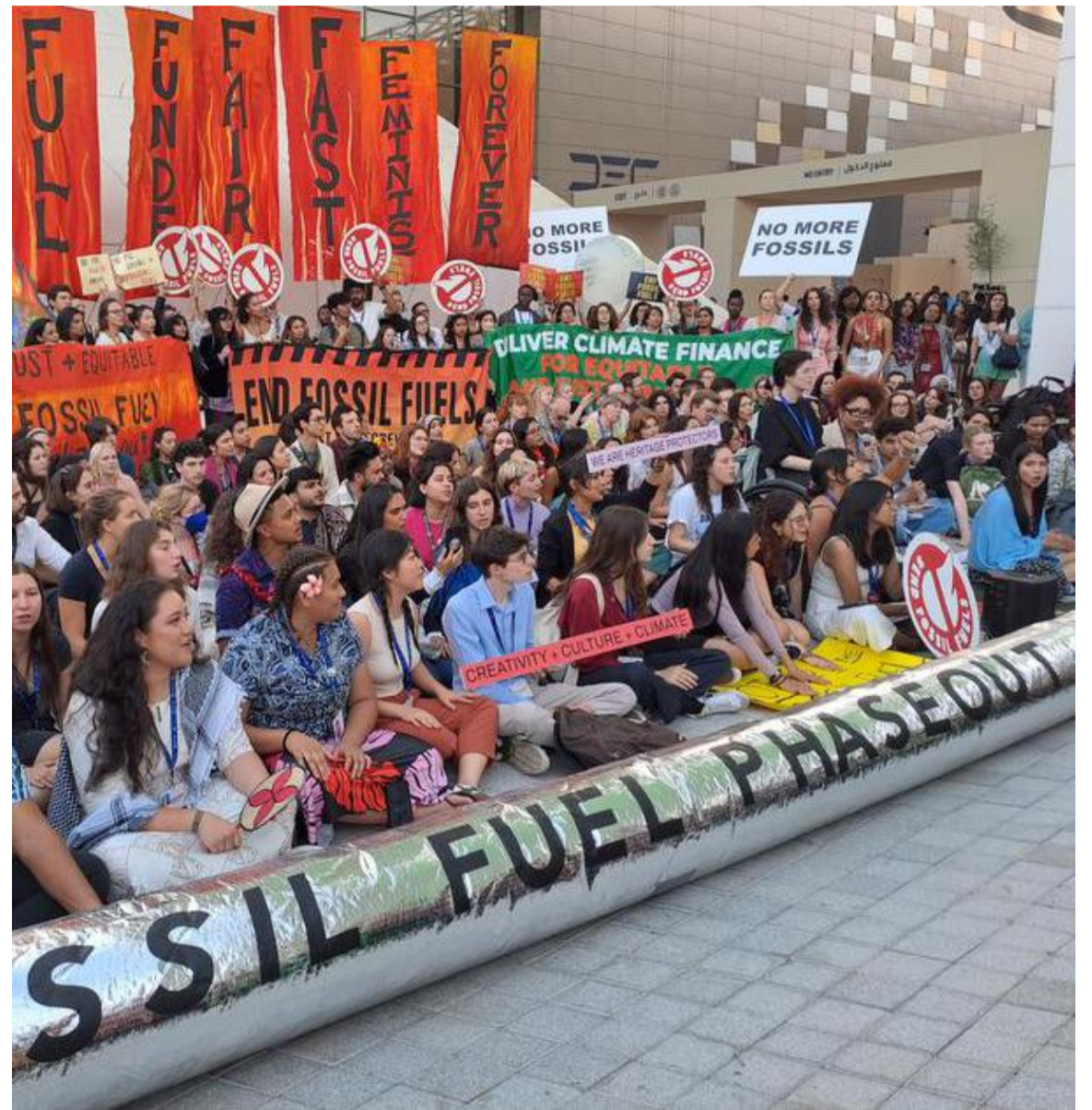
Non. Ce ne sont pas les pays producteurs qui provoquent les émissions de CO<sub>2</sub> mais les pays consommateurs. Donc, c'est de ces derniers qu'il faut partir. Il faut réduire la demande de façon suffisamment progressive en mettant en place des alternatives crédibles. S'il n'y a plus de demande, il n'y aura plus de production. Reste aux pays producteurs à s'ajuster et à réorienter leur industrie. Regardez les Emirats. Ils investissent énormément en dehors du pétrole. Ces pays ont du temps. Tout ne va pas se passer en cinq ans.

## en Colombie Le pari de la décarbonation

ANNE PROENZA  
CORRESPONDANTE EN COLOMBIE

**L**e pari est audacieux. La Colombie, l'un des pays qui compte la plus grande biodiversité du monde, mais dont une grande partie des revenus provient de l'exploitation du charbon (dont il est le cinquième exportateur mondial) et des hydrocarbures, se place désormais à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique et voudrait s'ériger en exemple de la décarbonation. A Dubaï, le gouvernement colombien s'est engagé notamment à soutenir la mise en place d'un traité de non-prolifération des énergies fossiles. L'initiative a été lancée par un groupe de nations insulaires du Pacifique et a obtenu le soutien du Parlement européen, de l'Organisation mondiale de la santé et de 100 villes et gouvernements locaux. La Colombie est le premier pays non insulaire à les rejoindre et le deuxième pays producteur de combustibles fossiles après le Timor oriental... Autre signe que la Colombie compte être un acteur clé de la transition énergétique mondiale, à Dubaï, la délégation colombienne comprenait près de 300 personnes et incluait pour la première fois des représentants des peuples indigènes. En août 2023, le pays a rejoint la coalition Beyond the Oil and Gas Alliance, une autre initiative visant à faciliter l'abandon progressif de la production de pétrole et de gaz.

Car Gustavo Petro, premier président de gauche de l'histoire de la Colombie, a dès son investiture en août 2022, fait de la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique une priorité de son gouvernement, affirmant vouloir faire reculer « l'extractivisme » qui jusque-là servait de boussole économique au pays et opérer un vrai changement de cap. Il veut aussi associer les savoirs et connaissances des nombreux peuples indigènes de Colombie dans la préservation



Lors de la COP28 à Dubaï, des militants pour le climat ont manifesté pour une sortie des combustibles fossiles. © REUTERS.

de l'environnement. « La lutte contre le changement climatique est une question de vie ou de mort » répète-t-il souvent. En campagne déjà, on l'avait entendu haranguer les électeurs : « Le charbon ça suffit, le futur est vert, pas noir ». Il se voulait aussi rassurant : « Les travailleurs du charbon pourront devenir propriétaires de la génération d'énergie électrique basée sur le soleil ».

Mais quand il a déclaré en tout début de mandat qu'il n'y aurait plus d'autorisations pour de nouvelles explorations pétrolières, l'industrie, les milieux financiers et l'opposition relayés par les grands médias ont bondi, criant « au suicide économique ».

Avec, pour les plus modérés, une question sous-jacente : pourquoi la Colombie devrait-elle assumer le coût de la transition énergétique quand le pays ne produit que 0,3 % des émissions globales de CO<sub>2</sub>, en grande partie responsables du changement climatique ?

**Rendre les discours concrets**

Car malgré ce bilan carbone (et sachant que la plupart des émissions de la Colombie liées au changement climatique ne proviennent pas des énergies fossiles, mais de la déforestation), l'économie du pays reste très dépendante de ses combustibles fossiles dont les taxes, dividendes et redevances fournissent 15 % des recettes de l'Etat. Les exportations de pétrole et de charbon représentent 55 % du total des exportations rapportant environ 18 milliards de dollars pour le premier, 130 milliards pour le second.

Le financement de la transition énergétique et son coût économique et social sont donc au cœur des discussions qui commencent à peine en Colombie. Gustavo Petro affirme, chiffres à l'appui, que le tourisme pourrait remplacer à moyen terme les revenus du pétrole et a présenté début septembre une campagne sur le thème « Colombie, le pays de la beauté » censée promouvoir

le pays dans le monde entier. La Colombie, avec sa nature souvent vierge, ses deux côtes, ses paysages andins, la forêt amazonienne, a longtemps été ostracisée à cause de la violence et de la guerre civile et est depuis quelques années l'objet d'un engouement croissant.

Les « défis sont immenses : environnementaux, sociaux et économiques », souligne Jonathan Sanchez, expert de WWF en Colombie qui « salue avec satisfaction le pari correct » du président Petro de soutenir le traité de non-prolifération des énergies fossiles. « On est souvent plus écouté à l'extérieur que dans son propre pays et le coût est aussi politique » souligne Wendy Arenas, directrice de l'ONG Alisos qui lutte contre la déforestation notamment à travers des projets sociaux.

**Offre spéciale :  
montre connectée  
Sinji SmartWatch Square**



Offre  
exceptionnelle  
**37,99€**  
au lieu de  
**79,99€**

Traqueur d'activité - Moniteur de fréquence cardiaque - Moniteur de tension artérielle - Podomètre

Disponible dès maintenant sur la Boutique  
**www.lesoir.be/boutique**  
onglet Mode & accessoires

boutique



LE SOIR